

[Text]

situation and then we established a new setup with the Pension Commission for the first two or three stages and then the Pension Review Board. Now, it will not be long before I will be starting to talk about the shortcomings and the jobs yet to be done. If we can do as good a job in the eighties as we have done in the seventies, it will be pretty good.

• 1005

One very minor matter—it is minor but some of these minor matters can be very irritating—that got corrected between the last meeting of the Veteran Affairs Committee, the last Parliament and this one, is one I would like to mention. We discussed at that last meeting the irritation it was to many veterans, especially those who were receiving two or three cheques such as old age pension cheques, sometimes the Canada Pension Plan cheque, and then either a pension disability cheque or a war veterans' allowance cheque. The other cheques came before the end of the month but they did not yet get their veterans' cheques until the end or even in the first part of the month. All of that was not due to the DVA; some of it was due to the Post Office. But, at any rate, at our last meeting, it was explained that there were legal problems but maybe to be solved administratively. And I am happy to pay my compliments to Mr. Solomon and Mr. Thompson for the way they found, while we have been away, to date those cheques the third last, at least to get them out for the third last banking day. I still get the odd veteran who complains but his complaint is really against the Post Office. But I am glad that was attended to.

While I am handing out compliments, Mr. Brittain, I would like to compliment the person in your department who had the sense of humour to run that cartoon that is on the front page of your house publication. Now, before you smile too much at the compliment, you know what the title is going to be. The cartoon I refer to is one that shows a couple of old salts down on the New Brunswick or Nova Scotia shore looking out across to Prince Edward Island and seeing the National Defence equipment moving over. And one says to the other: "Mr. McKinnon must have forgotten which office he was in this morning to have sent National Defence instead of Veterans Affairs to Charlottetown". Well, maybe that might have been a good idea.

Mr. Chairman, I still want to register my protest at this move. This is not a protest against something being moved to Prince Edward Island. I think Prince Edward Island should have something from the government, and the fact that property has been located and that buildings are underway down there means that something is going to go down there. But I think it is significant that Mr. Solomon had to say that they are having some staff problems already and that the handing out of decisions on pension cases is slowing down. This is a "people" department. It is a very important set of people. The

[Translation]

procédures relatives aux cas où l'on accorde le bénéfice du doute, nous avons établi une nouvelle procédure auprès de la Commission des pensions portant sur les deux ou trois premières étapes, nous avons fait la même chose auprès du Conseil de révision des pensions. J'aborderai incessamment les carences actuelles et les défis qu'il nous reste à relever. Si nous pouvons nous acquitter aussi bien de nos responsabilités pendant les années 80 qu'au cours de la décennie qui s'achève, nous aurons accompli quelque chose de très bien.

J'aimerais mentionner un problème d'importance minime, mais certains de ces petits problèmes peuvent être très irritants, il a d'ailleurs été corrigé dans l'intersession, avant l'ouverture de la nouvelle législature. Lors de la dernière séance de la précédente législature, nous avons parlé de cette source d'irritation, je veux parler du fait, pour certains anciens combattants, de recevoir deux ou trois chèques, parfois le chèque du Régime de pension du Canada, puis le chèque de pension pour invalidité ou le chèque d'allocation aux anciens combattants. Les deux premiers étaient reçus avant la fin du mois, mais celui des allocations aux anciens combattants arrivait en fin du mois ou même au début du mois suivant. Tout cela n'était pas imputable au ministère des Anciens combattants, mais parfois au bureau de poste. Quoi qu'il en soit, lors de notre dernière séance, on avait dit qu'il existait des problèmes juridiques, mais qu'il était possible de trouver des solutions administratives. Je suis donc heureux de féliciter M. Solomon et M. Thompson pour la façon dont ils ont décidé de dater ces chèques le troisième jour ouvrable de la semaine. De temps à autre, je reçois encore des plaintes de certains anciens combattants, mais elles s'adressent surtout au bureau de poste. Je suis donc heureux de remarquer qu'on s'est occupé de régler ce problème.

Pendant que j'en suis aux compliments, monsieur Brittain, j'aimerais féliciter l'employé de votre ministère qui a eu assez de sens de l'humour pour publier le dessin qu'on trouve à la première page de votre publication interne. Cependant, avant de vous laisser sourire un peu trop, je vous rappelle de quoi il s'agit, ce que vous savez sans doute. Le dessin représente deux vieux pêcheurs sur les rives du Nouveau-Brunswick ou de la Nouvelle-Écosse, regardant en direction de l'Île-du-Prince-Édouard et observant le déménagement du matériel du ministère de la Défense nationale. L'un des personnages dit à l'autre: «M. McKinnon n'a pas dû remarquer dans quel bureau il se trouvait aujourd'hui pour avoir envoyé le matériel de la Défense nationale plutôt que celui des anciens combattants à Charlottetown». Eh bien, peut-être qu'une telle démarche aurait été une bonne idée.

Monsieur le président, je tiens à ce qu'on prenne bonne note de ma protestation devant ce déménagement. Je ne m'oppose pas à ce qu'on déménage un ministère à l'Île-du-Prince-Édouard, car j'estime que cette région doit bénéficier des largesses du gouvernement. D'ailleurs, le fait qu'on ait déjà choisi des terrains et commencé à construire les immeubles signifie qu'un service sera effectivement installé là-bas. J'estime toutefois significatif que M. Solomon ait dû avouer que le ministère connaissait déjà des problèmes de personnel et que le processus de décision relatif aux pensions est au ralenti. Le